Publikation - 26/01/2023

RÉCEPTION DU NOUVEL AN DES ENTREPRISES DE LA FEDIL – 24 JANVIER 2023

La FEDIL a eu le plaisir d'accueillir de nombreux invités à sa „Réception du Nouvel An des entreprises 2023" le 24/01 à Luxexpo. La soirée a été marquée par la présence et l'allocution du Premier ministre Xavier Bettel, l'excellent discours de l'économiste français, le professeur Yves Jégourel, et le message de la présidente de la FEDIL, Michèle Detaille. Les multiples crises auxquelles l'industrie est confrontée, l'importance stratégique des matières premières, les attentes des entreprises vis-à-vis du politique, les enjeux de notre compétitivité, tous ces sujets ont été abordés lors des différentes interventions.

Fidèle à la tradition, une place importante a été accordée au networking, tant apprécié par tous !

DISCOURS DE MICHÈLE DETAILLE À L'OCCASION DE LA RÉCEPTION DU NOUVEL AN DES ENTREPRISES DE LA FEDIL 2023

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames, Messieurs les Ministres et Députés,
Excellences,
Chers membres de la FEDIL,
Mesdames, Messieurs,

Au nom du conseil d'administration de la FEDIL, je vous souhaite la bienvenue à notre réception du Nouvel An. Je me réjouis de vous revoir aussi nombreux ce soir.

Merci, Monsieur le Premier ministre, d'être des nôtres.
Merci d'avoir accepté d'adresser la parole à nos invités.

Nous sommes curieux d'écouter votre message, vos analyses, vos positions et vos propositions pour notre pays.

Mesdames, Messieurs, vous ne le savez peut-être pas, mais vous devez vous en doutez, nous choisissons chaque année avec grand soin l'orateur que nous

aurons le plaisir d'entendre lors de notre réception du Nouvel An.
Nous voulons que ce moment de rencontre et de plaisir soit aussi une occasion d'en apprendre plus sur un thème propre à l'industrie.
Ces derniers mois, la plupart de nos membres ont été préoccupés par la disponibilité et le coût des matières premières, énergie comprise.

C'est donc tout naturellement que cette année nous nous sommes tournés vers un spécialiste reconnu des matières premières, le professeur Yves Jégourel.

Merci, Monsieur Jégourel, d'avoir répondu positivement à notre invitation.
Merci de partager votre expertise avec notre public de ce soir.
Vous trouverez ici une audience attentive, intéressée à entendre votre analyse sur la situation particulière que nous vivons au quotidien et surtout sur les enseignements que nous pourrons en tirer.

Monsieur le Premier ministre,

A chaque fois que vous nous faites le plaisir d'être des nôtres, vos propos nous intéressent, mais cette année, nous serons particulièrement à l'écoute.
Parce que, monsieur le Premier ministre, ce n'est pas à vous que je vais l'apprendre, cette année est une année électorale à double titre chez nous.
J'adresse dès à présent mes encouragements à tous les candidats qui vont se présenter aux élections. Ils méritent notre respect et je pense qu'il est de notre devoir, à nous tous citoyens, d'éviter la critique permanente des hommes et des femmes politiques, car ce sont les acteurs majeurs de notre démocratie.
N'oublions pas que la démocratie est un bien précieux qui n'est pas nécessairement un acquis partout et pour toujours.
Pour les résidents non luxembourgeois, je rappelle que vous pouvez vous inscrire sur les listes électorales pour voter aux élections communales. C'est important pour faire vivre notre système démocratique et pour orienter la politique de développement économique de vos communes.

Monsieur le Premier ministre, nous vous écouterons aussi avec une grande attention parce que les dernières années ont montré à ceux qui en doutaient encore combien les décisions politiques ont des impacts concrets sur notre vie de tous les jours, sur notre développement économique et sur la cohésion de notre société.

Je ne reviendrai pas sur la pandémie, sauf pour constater avec vous que les pays qui s'en sortent le mieux sont les pays démocratiques.

Je ne m'étendrai pas non plus sur la guerre qui est à nos portes.
Je l'ai dit à l'occasion de notre Printemps des Entreprises en mai dernier et je le répète ici : La FEDIL soutient pleinement la politique de sanctions menée par l'Union européenne à l'égard de l'agresseur russe. Même si ces sanctions ont des implications économiques négatives importantes pour plusieurs secteurs d'activité représentés par la FEDIL, même si nous sommes convaincus que ces sanctions produiront des effets qui exigeront à terme des adaptations profondes, notre volonté d'exprimer notre solidarité avec l'Ukraine et de défendre nos valeurs de liberté reste intacte.

Cette guerre, si proche de nous, démontre que la défense de nos démocraties ne peut pas se limiter à des paroles, à des traités, à des accords, à des lois ou à des règlements.
Aujourd'hui, la défense de nos démocraties européennes passe par un soutien militaire et par la fourniture d'armes. Les budgets militaires regagnent en importance, et même l'industrie de l'armement est vue d'un autre œil. On lui demande de produire plus et de produire plus vite ! Qui aurait dit cela il y a un an ?

Jusqu'à présent, l'économie luxembourgeoise résiste relativement bien par rapport aux autres pays de l'UE. Notre structure économique atypique, avec un secteur financier prépondérant moins directement exposé aux effets de la crise, est une partie de l'explication.
J'ai précisé « résiste bien jusqu'à présent » parce que toutes les conséquences négatives ne sont pas apparues en 2022. Nous ne devons pas sous-estimer les effets à retardements de la crise énergétique et des matières premières.
L'inflation luxembourgeoise, observée depuis mi-2021, s'est accélérée avec la crise énergétique, amplifiée par la guerre en Ukraine. Elle se situe en-dessous de la moyenne européenne. Les accords tripartites y ont certainement contribué, car ils ont permis de limiter la dynamique de la spirale prix-salaires pour 2022 et 2023. J'y reviendrai.

De façon générale et vu les circonstances, nos entreprises ont assez bien performé jusqu'en automne de l'année passée. Depuis lors, la relance de la demande post-covid est en train de s'estomper. Cela s'explique par une politique monétaire plus restrictive et par une hausse des prix qui répond à l'augmentation spectaculaire de nombreux coûts de production. Les dernières données du STATEC pour les principaux secteurs industriels le démontrent : Les chiffres d'affaires grimpent de 10 à 30 pour-cent avec des productions en légère baisse.
La plupart des industries exportatrices ont pu préserver en 2022 un niveau acceptable de rentabilité, malgré la multiplication par un facteur de 5 à 10 de leurs coûts énergétiques.
La perspective actuelle est moins rose pour nos entreprises :
La demande faiblit et avec la régression de la pandémie, des concurrents étrangers dont les coûts de production sont moins affectés par la hausse des prix de l'énergie réapparaissent sur le marché.

2023 deviendra une année-clé pour les entreprises fortement exposées aux coûts énergétiques et qui ne pourront pas différencier leur offre par rapport à une concurrence étrangère qui joue dans une autre ligue en ce qui concerne la compétitivité-coûts.

Dans ce contexte économique difficile, je tiens à saluer la très bonne collaboration de notre fédération avec le gouvernement afin d'essayer d'endiguer les effets de la crise sur les entreprises exposées, notamment en matière de coûts énergétiques. C'est un effort commun qui porte ses fruits, même si nous savons que les aides ne compensent qu'une part de la hausse des coûts énergétiques et qu'elles ne suffisent pas pour neutraliser totalement l'écart avec plusieurs de nos concurrents. Ce soutien du gouvernement à nos entreprises est d'autant plus important que nous constatons que plusieurs États membres de l'UE se sont déjà lancés dans la recherche de moyens plus ou moins innovants destinées à consolider les bases de leurs activités industrielles dans le contexte de crise énergétique qui frappe l'Europe. Pour la FEDIL, la solution à la crise actuelle, qui – nous le savons tous, n'est pas seulement énergétique – sera européenne ou ne sera pas.

Les aides actuelles constituent un premier pas important dans cette direction. L'effort à faire sera un effort de longue haleine pour préserver un tissu industriel en Europe. Cet effort aboutira aussi plus que probablement à de nouveaux modèles de relations entre producteurs et consommateurs d'énergie, dans le cadre des objectifs climatiques qui ont été déterminés par les responsables politiques.

Monsieur le Premier ministre,

En 2022, deux conférences tripartites se sont conclues par des accords. Le simple fait que ces accords aient pu être trouvés, était important face au risque

d'accélération d'une spirale prix-salaires nocive pour notre économie.

Ces accords confirment que la tripartite est un bon outil lorsqu'elle répond à sa vocation originale et je dirais même à sa vocation unique, la gestion de crise.

Les accords conclus, notamment le deuxième, ont suscité une série de critiques. J'en citerai trois : Le manque de sélectivité sociale ; L'effacement de tout signal de prix sur l'électricité et le gaz en période de pénurie et dans un contexte de changement climatique ; et Les dépenses budgétaires engendrées par les résultats de ces accords.

Or, lors de ces discussions tripartites, le patronat s'est retrouvé face à des syndicats inflexibles qui ont placé en première ligne de leurs revendications le maintien du pouvoir d'achat des toutes les catégories de revenus, y inclus les catégories les plus aisées. Les syndicats ont placé ces revendications dépourvues de correctifs sociaux au-dessus de tous les besoins d'action qui découlaient directement de la crise, de la nécessité du maintien de la compétitivité de nos entreprises bien sûr, mais aussi du moindre encouragement à la sobriété énergétique.

L'inflexibilité des syndicats nous amène aussi à nous interroger sur les chances de trouver à l'avenir des compromis, si d'aventure les moyens budgétaires disponibles ne devaient plus permettre des interventions publiques aussi importantes que celles qui ont caractérisé les accords de l'année passée. D'une manière générale, la recherche de solutions par le chemin de la tripartite ne fait du sens qu'avec des participants capables de porter des compromis.

Mesdames, Messieurs,

À l'approche des élections nationales, les partis commencent à proposer leur programme pour les cinq prochaines années et au-delà.
Pendant l'été, la FEDIL a présenté son message aux partis politiques.
Notre brochure s'intitule « L'industrie – porteuse de solutions. Traitez-la comme un partenaire de confiance », vous pouvez la trouver sur notre site internet.
Nous y mettons l'accent sur une série d'éléments qui détermineront l'orientation future de notre économie.

Car, Monsieur le Premier Ministre, nous avons quelques inquiétudes :

Est-ce que les décideurs politiques de demain visent toujours la croissance économique ? Cette croissance qui est indispensable pour financer notre niveau de vie et l'excellente protection sociale qui est la nôtre, ou bien au contraire, certains préparent-ils le passage vers une économie de décroissance en se rapprochant de certains scénarios lointains présentés ici et là comme l'avenir de notre pays à l'horizon 2050 ?
Je veux parler ici de l'enquête publique soumise à l'avis de la population par Luxembourg Stratégie.
Tous les scénarios présentés à la discussion dans cette enquête supposent ou sous-tendent une logique de décroissance. Le seul scénario qui pourrait impliquer une croissance continue est présenté comme un scénario qui est nécessairement affecté de tellement d'inconvénients et d'effets négatifs que personne n'oserait y souscrire (ceci en dépit du fait qu'il n'y a manifestement pas consensus scientifique sur la question de savoir si une approche économique durable implique nécessairement un arrêt de la croissance, voire une décroissance).

Par ailleurs, en regardant l'une ou l'autre proposition politique en matière de fiscalité ou de temps de travail, on croit détecter des premières intentions de quitter la trajectoire de la croissance. Car comment générer plus de richesses, en travaillant moins et en décourageant les investissements dans notre pays ?

Comment attirer des talents dont nous avons besoin maintenant, si le pays se fait connaître par ses projets de décroissance et de fortes charges fiscales ?

Or, tout le monde le sait ou devrait le savoir : à la longue, l'État ne pourra distribuer que l'argent qui aura été généré préalablement par des entreprises compétitives.

Il est vrai que les contraintes climatiques ou des situations de pénurie peuvent constituer un frein au développement économique, surtout si nous n'arrivons pas à développer les solutions technologiques nécessaires pour répondre aux défis écologiques et de raréfaction des ressources naturelles.

Prêcher aujourd'hui la décroissance, c'est le signe d'une abdication devant les défis technologiques, infrastructurels, écologiques et économiques à relever au cours des années à venir.
La décroissance ne constitue même pas à nos yeux une solution de facilité face aux défis écologiques que nous sommes appelés à relever.

La communauté des femmes et hommes d'affaires qui constituent la FEDIL se veut industrielle, technologique, progressiste et ouverte. La quête du progrès technologique comme source de solutions fait partie de notre ADN. Sa mise en œuvre est notre travail de tous les jours.

C'est dans ce contexte que nous voulons situer la future stratégie industrielle de notre pays. Cette stratégie devra d'abord être cohérente. On ne peut pas prêcher d'un côté la relocalisation des activités industrielles, source d'une certaine autonomie stratégique ouverte de l'Europe, et en même temps pratiquer un cadre de plus en plus restrictif aux activités industrielles. Ceci vaut tant pour l'action nationale que pour l'action européenne.

A la FEDIL, nous sommes d'avis que nous devons nous donner la capacité de récolter les fruits et les retombées des futures transitions technologiques que ce soit dans les domaines de l'énergie, du digital ou encore de la santé pour ne citer que ces exemples-là.

Mais cette intention de redynamiser la production locale ne doit pas être confondue avec un repli sur soi ou avec une fermeture à nos partenaires commerciaux étrangers. Nous avons vu durant la pandémie qu'une diversification des sources d'approvisionnement et des échanges avec d'autres espaces économiques constituent un préalable nécessaire à la sécurisation de nos chaînes d'approvisionnement.

Nous nous inquiétons aussi Monsieur le Premier ministre, car nous constatons ces derniers temps, un revirement dans l'attitude luxembourgeoise sur la question de notre ouverture économique :

Je vous donne quelques exemples qui nous inquiètent :

Le contrôle des concentrations, tout d'abord. La FEDIL continue de se montrer très réservée par rapport à un contrôle purement national des concentrations. Un tel contrôle risque en effet de freiner substantiellement et outre mesure le développement d'entreprises nationales dynamiques qui développent leurs activités aussi au-delà de nos frontières. Or, si l'on doit rester petit à l'intérieur de nos frontières, comment jouer dans la cour des grands en dehors de celles-ci ? À terme, un tel contrôle risque d'ailleurs de privilégier la reprise de fleurons industriels et artisanaux par des groupes étrangers. Or, nous savons tous combien la présence de centres de décisions économiques au Luxembourg a son importance, particulièrement en période de crises.

Les choix proposés récemment dans le dossier des investissements directs

étrangers nous inquiètent aussi. Si la décision de la mise en place d'un tel contrôle est assurément une décision politique, la question des critères d'un tel contrôle est pour la FEDIL cruciale, un tel contrôle ne pouvant s'accommoder de critères vaseux, comme une simple référence à l'ordre public.

Les barrières en matière de prestations de services vers notre pays qui persistent ou les plaidoyers en faveur d'un cavalier seul national sur la question des chaînes d'approvisionnement durable, alors qu'une proposition européenne est sur la table, sont deux autres exemples de cette tendance qui nous inquiète.

Monsieur le Premier ministre, nous vous savons sensibles aux principes d'une économie ouverte. Aussi comptons-nous sur vous et sur votre gouvernement pour prendre en compte nos inquiétudes légitimes dans ces dossiers au fur et à mesure de leur avancement.

Enfin, Monsieur le Premier Ministre, je voudrais attirer votre attention sur le risque de délocalisations de l'industrie européenne dans ses segments les plus porteurs.
Les sirènes ne sont pas toutes asiatiques dans ce domaine, elles sont aussi américaines.
Nous savons les bonnes relations que vous entretenez avec nombre de dirigeants européens, dites-leur qu'il faut des décisions européennes rapides pour que les conditions de production en Europe soient attractives non seulement pour y implanter l'industrie de pointe de demain, mais aussi pour y encourager le développement de nos entreprises déjà installées sur le sol européen. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les industries présentes au Luxembourg, la politique du gouvernement, les déclarations des ministres et les actions des administrations doivent être des arguments que les dirigeants en place dans notre pays peuvent présenter à leurs actionnaires étrangers pour défendre leur activité locale et les investissements futurs.

Mesdames, Messieurs, nous venons d'entrer dans une année difficile. La crise énergétique perdure, l'inflation est encore au rendez-vous et le cadre géopolitique reste instable, une guerre économique se profile. Beaucoup de points d'interrogation pour nos entreprises et leurs dirigeants restent sans réponse.

Dans ce contexte compliqué, mais aussi très motivant pour les entrepreneurs, je nous souhaite à tous beaucoup de succès professionnel, beaucoup de plaisir dans notre travail et tout le bonheur possible dans nos vies personnelles. Merci pour votre attention.

Michèle Detaille
Présidente de la FEDIL
24 janvier 2023

PHOTOS

Crédit : Ann Sophie Lindström






VESTIAIRE


YVES JÉGOUREL








FEDIL





